Les massacres du Hamas ? Un acte de « résistance » pour 45% des Français musulmans (màj : 19% éprouvent de la sympathie pour le Hamas, avec une surpondération chez les jeunes hommes de région parisienne)

18/12/2023 à 12h00



18/12/2023

17/12/2023

Un conflit, deux interprétations. C'est le principal enseignement qui émerge d'une étude de l'Ifop pour *Écran de veill*e auprès des Français musulmans sur la guerre menée par Israël contre le Hamas, qui sera dévoilée demain et que *La Tribune Dimanche* a pu consulter. Réalisée du 21 au 29 novembre, elle révèle que les musulmans ont une vision bien

différente du conflit au Proche-Orient de celle du reste de la population française. La crainte des répercussions de la guerre dans l'Hexagone est le seul élément sur lequel les opinions convergent : 76 % des Français musulmans l'éprouvent, comme 82 % du total des Français. Sur les autres, les divergences sont patentes.

Prenons les attaques terroristes du 7 octobre perpétrées par le Hamas. Parmi les 1 002 Français musulmans sondés par l'Ifop, 45 % préfèrent qualifier ces attaques d'*« actions de résistance contre la colonisation »,* contre 10 % de l'ensemble des Français. *« Les atrocités commises ce jour-là contre des civils israéliens semblent moins susciter d'indignation dans les rangs des musulmans,* décrypte François Kraus, directeur du pôle Politique et Actualités de l'Ifop, auprès de *La Tribune Dimanche*. *Seule une minorité d'entre eux les qualifie d'actes terroristes [29 %, contre une moyenne nationale de 54 %] ou de crimes de guerre [26 %, contre 36 %]. »* (…)

Il en va de même s'agissant du positionnement de la France vis-à-vis d'Israël. Plus que tous les autres candidats à la présidentielle de 2022, Jean-Luc Mélenchon est celui dont les électeurs musulmans sont les plus nombreux (75 %) à penser que notre diplomatie penche en faveur de Tel-Aviv. Globalement, 58 % des Français de confession musulmane jugent que l'Hexagone est *« plutôt du côté d'Israël »,* contre 20 % dans la population générale. Selon François Kraus, *« il faut sans doute y voir l'impact de l'interdiction initiale des manifestations en soutien aux Palestiniens, les positions controversées de certains membres de la majorité sur le conflit ou encore la promesse d'Emmanuel Macron de s'engager dans une coopération militaire aux côtés d'Israël ».*

www.latribune.fr